



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes

Saint-Étienne, le 27 juillet 2015

Unité Territoriale de la Loire

Référence : UT42_S4_015_0153
Subdivision 4

Affaire suivie par : Stéphane MAZOUNIE
stephane.mazounie@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Société SAMUEL ROCHE
Augmentation des activités et transfert sur un nouveau site
(LA RICAMARIE)
Réf. : Installations classées / Demande d'autorisation reçue le 23 juin 2015

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**SOCIÉTÉ SAMUEL ROCHE
À
LA RICAMARIE**

Rapport de non recevabilité de l'inspection des installations classées

| | |
|--------------------------------------|--|
| Raison sociale : | S.A.S. SAMUEL ROCHE |
| Adresse de l'établissement : | Z.I. du Bayon Impasse René Varennes 42 150 LA RICAMARIE |
| Nom et qualité du demandeur : | Frédéric RIOU, Directeur général |
| Activité : | Fabrication de sangles techniques |
| Code S3IC : | 61.14904 |
| Priorité DREAL : | PN |

Copie à : DREAL RA/ReMiPP/PPPE
Exploitant
Subdi 4 (dossier) et Chrono

Par transmission citée en référence, la DREAL Rhône-Alpes UT de la Loire a reçu le dossier de demande d'autorisation cité en objet et qui vise les activités classées suivantes :

| NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES | RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE | A D DC ou NC | SITUATION ADMINISTRATIVE |
|--|------------------------------|--------------|-------------------------------|
| Prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles, avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour. La quantité de fibres et de tissus susceptibles d'être traitée est de 14 t/j. | 3620 | A | (d) objet du présent rapport |
| Teinture, impression, apprêt enduction, blanchiment et délavage de matières textiles. La quantité de fibres et de tissus susceptibles d'être traitée est de 14 t/j. | 2330.1 | A | (d) objet du présent rapport |
| Ateliers de fabrication de tissus, feutre, articles de maille, dentelle mécanique, cordages, cordes et ficelles. La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines est de 147,8 kW. | 2321 | D | (d) objet du présent rapport |
| Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké est de 1000 m³. | 2663.2.c | D | (d) objet du présent rapport/ |
| Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké est de 20 m³. | 1530 | NC | / |
| Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être est de 35 m³. | 1532 | NC | / |
| Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est de 670 kg. | 1630 | NC | / |
| Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc utilisant une forme imprimante. Autres procédés, y compris les techniques offset non visées en 1. La quantité d'encre consommée est de 2kg/j. | 2450.3 | NC | / |
| Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. La puissance thermique nominale de l'installation est inférieure ou égale à 2 MW. | 2910.A | NC | / |
| Ateliers de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération est inférieure à 50 kW | 2925 | NC | / |
| Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines est de 65 kg. | 4331 | NC | / |

| | | | |
|--|----------|----|---|
| <p>Fabrication, emploi, stockage de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009.</p> <p>Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. Emploi dans des équipements clos en exploitation. Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur)</p> <p>La capacité cumulée est de 0,85 kg.</p> | 4802.2.a | NC | / |
|--|----------|----|---|

| | |
|----|---|
| A | autorisation |
| E | enregistrement |
| D | déclaration |
| DC | déclaration soumise à contrôle |
| NC | installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A |

Au vu des informations disponibles, la situation administrative des installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée est repérée de la façon suivante :

- (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) Installations dont l'exploitation a cessé

Précisions sur les rubriques

- Rubrique 2663.2 : Dans le résumé technique tout comme dans le tableau récapitulatif du dossier, il est indiqué un volume susceptible d'être stocké de 200 m³, alors que dans le détail des installations, il est mentionné un volume susceptible d'être stocké de 1000 m³. L'exploitant devra confirmer le volume stocké.
- Rubrique 2662 : Dans le rapport de base, il est mentionné que les activités du site sont soumises au régime de l'enregistrement pour cette rubrique. L'exploitant devra confirmer ce positionnement.
- Rubrique 2910.A : Dans le dossier il est indiqué que les installations de combustion gaz sont scindées, car elles ne sont pas techniquement raccordables à une cheminée commune. L'exploitant devra en apporter la preuve.

La portée de la demande concerne les installations repérées (d).

La **S.A.S. SAMUEL ROCHE** est spécialisée dans la fabrication de sangles techniques.

Suite à l'augmentation de la production de sa production, la **S.A.S SAMUEL ROCHE**, implantée depuis 1910, rue de la Corre à Saint-Etienne (42), souhaite transférer ses installations et s'agrandir sur un nouveau site, ZI du Bayon à la Ricamarie (42).

Ce nouveau site regroupe l'ensemble des activités permettant la fabrication de sangles techniques :

- réception des matières premières,
- tissage des fils en sangles techniques,
- teinture, impression, découpe et pliage des sangles techniques,
- expédition de produits finis.

Ce dossier est déposé dans le cadre d'une implantation sur un site précédemment occupé par une installation classée, la société TITOULET.

1. Installations classées et régime

L'installation projetée relève du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessus.

Elle relève également des installations dites « IED » visées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles.

2. Caractère complet ou non du dossier

Le dossier de demande d'autorisation présenté par la **S.A.S SAMUEL ROCHE** ne comporte pas l'ensemble des documents exigés aux articles R.512-2 à R.512-9 et R.515-59 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement (ancien décret 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées) en particulier :

- Il n'y a aucune justification des capacités techniques et financières de la société, bilan, chiffre d'affaires...(article R512-3 5° du C.E)
- le calcul des garanties financières ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté du 31 mai 2012.

3. Caractère régulier ou non du dossier

Conformément aux dispositions de l'article R.512-8 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement, le contenu des différents éléments fournis doit être en relation avec l'importance de l'installation projetée, avec ses incidences prévisibles sur l'environnement, avec l'importance des dangers de l'installation et de leurs conséquences prévisibles en cas de sinistre, au regard des intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 de ce même code. Les éléments du dossier ne paraissent pas suffisants pour connaître les risques engendrés par cette entreprise.

Le dossier comporte certaines coquilles que l'exploitant doit corriger :

- la présentation de la société qui décrit la SOCIETE DES ATELIERS LOUIS VUITTON,
- l'étude d'impact qui recense les défis du SDAGE Seine-Normandie,
- le rapport de base qui indique un classement des installations différent des autres pièces du dossier. (rubrique 2662 à enregistrement)
- le rapport de base et la présentation de la société qui mentionnent des parcelles cadastrales différentes (surfaces respectives comprises entre 23 498 et 31 218 m²)

L'exploitant doit reprendre et compléter son dossier en recensant l'ensemble des mesures décrites dans le BREF industries textiles notamment (résumé technique) et se positionner. En particulier aucune disposition n'est décrite au titre des comparaisons avec les meilleurs techniques disponibles (M.T.D.) concernant notamment :

- l'utilisation ou non des tensio-actifs et des agents complexants,
- l'utilisation ou non de machines à procédé discontinu en vue de la mise en place de régulateurs pour le contrôle automatique des volumes de remplissage et la température des bains, ou de l'installation de machines à rapport de bain court et ultra-court...,
- l'utilisation ou non dans le process de lavage de solvant organique...

L'exploitant doit également préciser les mesures prises sur le site au titre des MTD pour notamment :

- minimiser ou éviter l'utilisation d'agent anti-mousse,
- contrôler et diminuer la consommation d'eau utilisée pour le nettoyage des machines de teinture dispersée (karcher...),
- réutiliser les eaux de lavage (filtres, dispositifs de séparation des résidus de textile présent dans les eaux...),
- adopter des systèmes de distribution en ligne de produits chimiques en flux séparés,
- les process de prétraitement,
- utiliser des techniques d'application à faible adjonction,
- mettre la mise en place de moteur à variation électronique de vitesse,
- mettre en place des conteneurs de grande capacité ou des conteneurs consignés pour la gestion des flux de déchets...

L'exploitant indique que l'installation de systèmes de dosage et de distribution automatique des produits et quantités d'eau utilisés pour la teinture, l'impression, le lavage et le rinçage est un investissement lourd pour le moment. Il lui est demandé de fournir une étude technico-économique et un échéancier de mise en place de ce process.

L'exploitant doit également se positionner vis-vis de conclusions des BREF transversaux notamment celui traitant de l'efficacité énergétique.

Il est nécessaire que l'exploitant apporte des précisions à l'étude d'impact sur :

- les déchets (concentrât issus du traitement zéro rejet eau de process, volume...),
- la nouvelle chaudière qui sera mise en place au niveau du process de teinture,
- le dispositif détaillé d'évapo-concentration avec réutilisation des distillats dans le process et sans aucun rejet aqueux et les mesures de gestion durant l'exploitation normale du site et si nécessaire en mode dégradé,
- le système de récupération de l'énergie issue des machines de teintures,
- le dispositif de traitement avant rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- les dispositifs de filtration et d'aspiration des rejets des bains de lavage,
- les résultats d'analyses des deux transformateurs électriques du site.

Il est d'autre part demandé à l'exploitant des compléments concernant l'étude de danger sur :

- les conclusions de l'étude explosive en cours de l'atelier charge des accumulateurs et des différentes zones pouvant présenter une atmosphère explosive (ATEX),
- les conclusions de la modélisation de dispersion des gaz toxiques émis par le site en cas d'incendie et ses éventuels effets,
- le dispositif de retenue et de stockage des eaux d'extinction d'incendie (étanchéité du dispositif, mesures de gestion durant l'exploitation normale du site et en mode dégradé, de mise en œuvre lors d'un accident, accès pompiers...),
- les systèmes de détection automatique incendie et de report des alarmes en dehors des horaires d'ouverture.

Le rapport de base indique que dans le cadre de l'évaluation environnementale réalisée en septembre 2013 douze sondages ont été réalisés sur le site. Il précise également qu'un plan de gestion a été mis en œuvre dans le cadre de la cessation d'activité de la société TITOLET en janvier 2014 afin d'évaluer les risques sanitaires vis-vis des futurs usagers du site et que seize sondages complémentaires (trente-deux échantillons dont vingt-huit analysés) ont été forés. Lors du diagnostic initial, seuls les métaux et les hydrocarbures ont été analysés et pas les PCB bien que deux transformateurs soient présents sur le site. A la suite du plan de gestion, qui n'a pas été validé par l'inspection, des travaux de dépollution auraient été réalisés. Le dossier ne comporte aucune analyse des pollutions résiduelles et aucune conclusion. Le rapport de base du dossier ne précise pas l'état initial du site après les travaux de dépollution.

Compte tenu des enjeux, l'exploitant doit compléter le rapport de base afin de préciser l'état initial du site. Il doit pour cela vérifier l'état de dépollution du site et les risques résiduels vis-vis des paramètres analysés lors du diagnostic initial (hydrocarbures et métaux) et compléter ces analyses par la recherche du PCB et des autres substances susceptibles d'impacter les sols et les eaux souterraines au cours de l'activité de ses installations.

Il est rappelé à l'exploitant son intérêt direct à produire un rapport de base de qualité compte tenus des obligations de réhabilitation qui pourront lui être requises à la cessation d'activité.

4. Proposition de l'inspection

L'avis formulé dans le présent rapport est émis sans préjuger des consultations prévues dans le cadre de la procédure réglementaire, lesquelles sont susceptibles de faire évoluer la perception des différents éléments du dossier.

Le dossier examiné ne peut être mis à l'enquête dans l'état actuel des choses. Il convient de demander à l'exploitant d'apporter les compléments nécessaires à une parfaite connaissance de son établissement.

Afin de permettre au demandeur de réunir rapidement les éléments correspondants, la lettre dont la copie est jointe lui a été adressée pour l'informer des propositions faites quant aux insuffisances du dossier.

L'inspecteur de l'environnement,

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of connected loops and a long horizontal stroke at the end.

Stéphane MAZOUNIE

**Vu et transmis, le
à monsieur le Préfet de la Loire
DDPP
Pour la directrice et par délégation,
Le Chef de l'Unité Territoriale de la Loire par intérim,**

A handwritten signature in black ink, featuring a stylized 'C' and 'D' followed by a horizontal line.

Corinne DESIDERIO